



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Paris, le 18 octobre 2012

**Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre
devant la communauté française de Singapour**

Singapour, jeudi 18 octobre 2012

Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur l'ambassadeur de France,
Monsieur l'ambassadeur de Singapour en France,
Mesdames les déléguées des représentants des Français de l'étranger, que je suis heureux de saluer particulièrement,
Mesdames, Messieurs les conseillers du commerce extérieur,
Monsieur le président de la chambre de commerce française à Singapour,
Mesdames, Messieurs,
Chers compatriotes.

Je sais que tous les Français qui sont à Singapour ne sont pas là aujourd'hui, mais ce n'est pas la faute de Monsieur l'ambassadeur que je remercie de son accueil, parce que vous êtes très nombreux. On aurait pu inviter tout le monde. Vous auriez pu inviter tout le monde, mais il aurait fallu beaucoup de place et puis aujourd'hui j'ai vu qu'il pleuvait, ça arrive de temps en temps. Donc nous sommes ensemble ici, vous êtes les représentants de tous les Français qui vivent ici, qui ont choisi de vivre et de travailler ici, avec vos familles souvent. Donc je voudrais vous dire le plaisir qui est le mien de vous rencontrer après ces quelques mots et de pouvoir échanger avec vous. Vous êtes les représentants d'une communauté française particulièrement dynamique, l'une des plus importantes en Asie. Le choix de Singapour pour ma première visite officielle en tant que Premier ministre hors d'Europe, n'est pas dû au hasard. Singapour, ce n'est pas à vous que je vais l'apprendre, est un pont entre l'Europe et l'Asie. Je l'ai expliqué à ceux qui me le demandaient : « pourquoi vous allez-vous à Singapour ? ». Parce qu'on ne le sait pas toujours en France, Singapour est un modèle de dynamisme, un modèle d'ouverture aussi. Et ce qui est très important, ce sont les liens que nous entretenons avec Singapour et qui illustrent le type de relations que nous voulons développer avec l'ensemble du continent asiatique.

L'Asie est aujourd'hui au cœur des grands équilibres qui se dessinent sur le plan international. La dernière décennie du 20^{ème} siècle avait créé l'illusion d'un monde unipolaire, dominé par une seule puissance. Aujourd'hui ce monde est en train de changer profondément. La première décennie du 21^{ème} siècle a révélé une réalité très différente. Ce sont de nouvelles forces économiques qui se font jour et qui ont vu

ces forces s'accélérer, se renforcer à partir de la grande crise financière de 2008, qui est née aux Etats-Unis, qui étaient jusqu'à présent la grande puissance mondiale quasiment unique, et qui a finalement contaminé le reste du monde et a contribué involontairement à rebattre les cartes au profit de puissances émergentes qui deviennent des acteurs à part entière sur la scène mondiale. C'est dans ce contexte que je suis venu ici vous apporter un message, qui est un message à la fois de responsabilité, mais aussi un message de confiance et d'ouverture sur la manière dont la France voit les choses aujourd'hui, dans ce monde qui se construit, dans lequel elle entend prendre toute sa place, à la fois en tant que nation, mais aussi au sein du continent européen dans l'Union européenne.

En ce qui concerne la responsabilité que je revendique, je voudrais vous dire seulement une chose. Le gouvernement est engagé dans un vaste chantier de redressement du pays. C'est une tâche difficile et si je dis « redressement », c'est parce qu'il y a nécessité de le faire. Quand on vit loin de France, on a encore plus que d'autres une passion pour la France, un amour du pays dont on vient, et on retient de ce qu'il y a du pays le meilleur. On a aussi envie d'être fier de ce qu'il est, de ses valeurs, et on a envie qu'il réussisse aussi comme vous vous avez envie de réussir là où vous êtes dans vos projets personnels, dans le pays où vous avez décidé de vous installer.

Et bien la France revendique cette volonté de jouer à nouveau pleinement son rôle de puissance économique et politique, et cela passe bien sûr par des choix. Le premier choix qu'a fait le gouvernement, c'est de redresser nos comptes publics. Nous ne pouvons pas continuer avec un déficit et une dette aussi importante. C'est notre indépendance, notre souveraineté qui est en cause. Si le premier budget de la nation est le remboursement de la dette, ce ne sera pas l'investissement, ce ne sera pas la recherche, ce ne sera pas l'éducation, ce ne sera pas les infrastructures nécessaires au développement du pays. Il faut donc changer cette donne et surtout refuser cette fatalité. Cela demande en effet un choix, des efforts et c'est ce que le gouvernement a entrepris dans le budget 2013, qu'examine actuellement l'Assemblée nationale. Je ne dis pas que tout le monde est d'accord avec les choix qui sont proposés, mais il est difficile de contester la nécessité de cet effort pour maîtriser nos comptes publics.

Un effort partagé. D'abord les économies qui sont faites sur le budget du pays et de l'Etat, un effort qui est demandé aux ménages, mais essentiellement aux plus aisés, un effort qui est demandé aux entreprises, essentiellement les plus grandes. Et en même temps, le gouvernement a décidé, avec cet objectif d'atteindre les 3 % de déficit en 2013, de financer ces priorités. Parmi les priorités il y a bien sûr l'éducation, la refondation de notre école qui est la base de la reconquête, mais aussi la volonté de soutenir l'innovation, l'investissement et aussi la volonté d'assurer la sécurité des Français, et aussi la volonté de faire fonctionner nos services publics dans de bonnes conditions. Tout cela avec les contraintes qui nécessitent un effort mais dont le but est de redonner une perspective à la France. Cet effort doit être juste, mais il doit surtout être utile. Quel est l'enjeu ? C'est en effet de préparer la France à sa place dans le monde du 21^{ème} siècle. Je n'ai pas, avec le gouvernement, le regard tourné uniquement vers le passé. Le passé ce sont nos valeurs, c'est ce que nous avons en commun, c'est notre force, c'est ce pacte républicain que nous revendiquons. L'essentiel est qu'à partir de ce pacte-là, de ce socle-là, c'est vers le 21^{ème} siècle que nous devons être tendus en permanence. Donc pour que la France retrouve son rang et son influence. Elle le peut. Ici elle est considérée comme telle et je m'en réjouis.

Alors concernant la méthode, dans la justice, c'est aussi une nouvelle méthode de gouvernement. Plutôt que d'informer, de décider de tout en haut et d'annoncer de façon péremptoire il faut aussi trouver les moyens de dialoguer, de négocier et d'entraîner toutes les forces de la société. Ce sont les grandes négociations qui sont actuellement en cours, sur lesquelles je ne m'étendrai pas davantage aujourd'hui, mais je crois que c'est important. Aucun chantier ne sera négligé. Je pense notamment au chantier de la compétitivité. Beaucoup d'entre vous travaillent dans des entreprises, et vous connaissez bien la nécessité d'être performant. Les chefs d'entreprises qui m'accompagnent, et je les en remercie, soit sont déjà implantés ici depuis longtemps, soit veulent le faire, ici à Singapour et nous rendrons dans quelques jours dans les Philippines. Je crois que la question de la compétitivité est une question cruciale. J'arrive de Paris et hier le conseil des ministres a adopté le projet de Banque Publique d'Investissement. Un outil que nous voulons justement mettre au service de la compétitivité en particulier de nos PME. Celles qui ont besoin d'accéder aux crédits, pour financer leurs investissements, l'innovation, les transferts de technologies, mais aussi augmenter leurs fonds propres, qui sont souvent une vraie difficulté pour pouvoir se développer. Donc cet outil va se mettre en œuvre.

Je suis aussi venu à Singapour, pour dialoguer, écouter, comprendre et ce n'est certainement pas en succombant à la tentation du repli que nous engagerons à nouveau notre pays sur la voie de la croissance. Vous le savez mieux que quiconque, ce qu'il faut faire au contraire, c'est nous ouvrir d'avantage au monde. Rechercher de nouveaux partenariats. Non pas dans la naïveté, en souhaitant bien sûr la réciprocité, mais offrir à nos entreprises de nouvelles perspectives internationales. Pour cela, il importe d'abord d'avoir confiance dans nos propres atouts, les atouts de la France. J'ai parlé de redressement, mais il faut aussi parler de ce qui marche. Ils sont nombreux ces atouts. La France n'est pas n'importe quel pays. C'est un pays dynamique. C'est un pays avec des formations de référence, une recherche de pointe, des filières d'excellence. Un pays qui attire des capitaux. Un pays où des savoir-faire étrangers viennent s'implanter en France. Un pays qui sait exporter ses compétences et ses capacités à travers toutes les régions du monde. C'est un pays dont les entreprises, les salariés, les citoyens, savent prendre des risques et s'adapter aux transformations du monde. Vous en êtes un bon exemple. L'Asie du sud-est est une terre d'opportunité pour nos entreprises. A Singapour même, plus de 600 entreprises ou filiales d'entreprises françaises sont implantées. Elles représentent la moitié de nos investissements dans la région. A rebours des discours défaitistes qu'on en entend trop souvent ! Nos échanges commerciaux bilatéraux atteignent 9 milliards d'euros avec une progression supérieure à 30 % au cours du premier semestre 2012 et un excédent commercial pour la France qui est en progression. A l'occasion de mon séjour, je pourrai mesurer la qualité de cette présence française en visitant le chantier du Sportop que nos entreprises sont en train de construire et qui sera un équipement spectaculaire ! Ce sont des entreprises françaises qui le font. Elles ont su aussi s'allier, avec des petites et des moyennes entreprises, au service d'une équipe, on pourrait dire l'équipe France, qui porte nos couleurs et ce qu'il y a de meilleur ici à Singapour. Un autre motif de satisfaction, c'est le travail qu'a fait ici, avec son partenaire de Singapour, Jean-François MILOU, que je viens de saluer et qui vient de présenter son projet, la maquette et le petit montage vidéo de la future galerie nationale d'art. Cela s'inscrit dans le cadre d'un projet très important pour Singapour qui va symboliser la dimension culturelle de la réussite de Singapour. Je crois qu'il est très important de saluer cette décision du gouvernement de Singapour de placer la culture comme un élément de lien entre les habitants, les populations, et

toutes les couches de la société. Mais aussi comme un moyen d'attractivité, pour toute cette région. Ce pays a compris l'importance de la culture. Nous Français, nous sommes particulièrement sensibles à la manière d'aborder les choses ainsi. Et je voudrais profiter de cet instant pour rendre hommage à l'énorme effort que Singapour a fait, après la seconde guerre mondiale, après l'indépendance de 1965, lorsque ses dirigeants ont dit : on va relever le défi du redressement et faire de Singapour un pays dynamique, un pays puissant. En 30 ans, ils ont réussi, ils se sont fixé un objectif, une stratégie, des moyens, une volonté. Et si vous êtes là, c'est aussi à cause de cela. Nous voulons accompagner, en partenaire, en amis, ce qui se passe ici. Et donc que des entreprises françaises, que des architectes comme Jean-François MILOU, soient là ! Je crois que c'est un moment extrêmement important. Je parlais de la culture. Pour nous, Français, la culture est au cœur de notre identité, de notre influence, de notre rayonnement, au moment où le FIAC s'ouvre à Paris. Cela montre bien que l'influence de la France est parfois beaucoup plus importante que son seul PIB. Et la culture, la francophonie, la langue française, la qualité française, l'art de vivre français, sont des atouts extraordinaires. Je discutais dans l'avion avec un chef d'entreprise qui me disait : j'organise des salons de l'art de vivre français et cela permet de vendre des AIRBUS et bien d'autres choses encore. Je crois que c'est juste. Soyons fiers de cela, de cette qualité, de cette capacité, de cette beauté et cette valeur ajoutée que nous apportons à ce que nous sommes capables de produire et y compris dans le luxe. Je pense qu'il est important de le dire ici.

Notre rayonnement y est aussi scientifique. Grâce à la présence ici de chercheurs français qui confortent l'ambition d'asseoir son développement sur l'innovation, sur la recherche, nos écoles de commerces et de management, ici, sont aussi très actives. Elles ont fait le choix d'implanter des campus, et je souhaite renforcer les partenariats entre les institutions françaises et singapouriennes d'enseignement et de recherche. Nous offrirons ainsi des nouvelles perspectives aux étudiants de nos deux pays. Mes chers compatriotes, ce rayonnement de la France, c'est d'abord vous qui en êtes les acteurs. Je le disais, avec plus de 10 000 personnes, sans doute plus, inscrites au registre des Français de l'étranger, Singapour est le pays d'Asie où la proportion de Français dans la population totale est la plus forte. C'est un atout essentiel pour nos relations bilatérales, mais aussi crucial pour la France, crucial pour son redressement. Parce que votre action, votre mobilisation, votre énergie, vous l'apportez aussi, comme une contribution déterminante, à l'effort de redressement du pays. L'importance de cette communauté, c'est aussi, un défi pour les services de l'Etat. Notre volonté est en effet de fournir un service public de qualité à tous nos compatriotes expatriés, où qu'ils se trouvent. Et j'y suis personnellement très attentif, j'ai eu l'occasion de recevoir, il y a quelques semaines à Matignon, l'ensemble des parlementaires de toutes sensibilités politiques, qui représentent les Français de l'étranger.

La France est – je crois – un des rares pays à accompagner de cette façon ses ressortissants qui choisissent de vivre à l'étranger. Et pour poursuivre dans cette voie, la France doit continuer à adapter son réseau consulaire et son réseau scolaire à l'étranger. Car en effet, l'école est au premier rang de vos préoccupations. Votre communauté – je le sais – est jeune, très jeune. Il y a beaucoup de familles, beaucoup d'enfants, et la France a la chance de pouvoir compter sur un réseau exceptionnel d'établissements scolaires à l'étranger, qui est le fruit d'une attention constante de l'Etat, mais aussi de l'implication des entreprises qui sont souvent à l'origine de la fondation de ces établissements, et c'est le cas ici, à Singapour.

Le lycée français de Singapour jouit d'une très bonne réputation, et c'est justifié. L'équipe pédagogique et la direction sont de qualité. Les infrastructures sont de

premier ordre. Je sais que le conseil d'administration du lycée a fait cette année des choix importants en lançant un projet ambitieux d'extension pour faire face aux augmentations des effectifs, il est difficile parfois de refuser l'inscription de jeunes. C'est à cette demande que vous voulez répondre, et je vous en remercie.

Je suis accompagné par deux ministres, Madame Nicole BRICQ, ministre du Commerce extérieur, et Madame Hélène CONWAY, ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger, qui se rendra demain sur place, au lycée, pour confirmer l'importance que le gouvernement accorde à la réalisation de ce projet d'extension.

La question de l'accès à l'enseignement des Français à l'étranger, c'est une question qui vous préoccupe, à juste titre. Elle est au cœur de notre politique. Le gouvernement a décidé de supprimer la prise en charge automatique des frais de scolarité pour certaines classes, parce que cette mesure était détachée de toutes conditions de ressources, et d'une certaine façon, on s'est vite rendu compte, c'était bien perçu, et puis, on s'est vite rendu compte que c'était inéquitable, que ce n'était pas une bonne solution. En la supprimant, nous avons veillé à mettre en place des mesures transitoires, destinées à accompagner les familles que cette suppression aurait pu mettre en difficulté.

Mais nous avons surtout engagé, en concertation avec vos élus, une réforme de la politique d'attribution des bourses, qui est destinée à améliorer et à pérenniser l'accès à un enseignement de qualité. Les principes du nouveau système ont fait l'objet d'une présentation à la Commission nationale des bourses, le dialogue va se poursuivre, et pour que cette réforme soit un succès, je remercie les parlementaires, Messieurs les Députés et Sénateurs, de vous associer à cette préparation de solution, et d'apporter votre expérience en étant aussi le relais des Français, que vous représentez à l'Assemblée nationale comme au Sénat.

Je souhaite aussi rendre hommage justement à tous ces représentants des Français de l'étranger, dans la prise en compte de vos préoccupations quotidiennes. C'est pourquoi je remercie les parlementaires de m'avoir accompagné, même si le député de votre grande circonscription n'a pas pu venir, il était invité, bien sûr, Monsieur MARIANI. Il avait un autre engagement international, et il regrette de ne pas être des nôtres. Je voudrais associer à cet hommage le nombre de structures représentatives et associatives de la communauté française de Singapour.

Nous sommes à votre écoute. Nous savons que toutes ces instances contribuent au rayonnement de la France à Singapour. J'exprime enfin toute ma gratitude, Monsieur l'ambassadeur de France, à vous-même et à votre équipe, qui assument avec talent et efficacité. J'avais eu l'occasion de vous rencontrer avec mon épouse, qui m'accompagne, il y a au moins deux ans, lors d'une visite privée à l'occasion de vacances. Vous nous aviez fait visiter quelques lieux magnifiques de Singapour. Dans votre mission, je sais que vous travaillez à la défense des intérêts de la France, à la promotion de la France, avec l'attention qui convient à nos compatriotes qui vivent et travaillent ici.

Mes chers compatriotes, pour conclure, je souhaite vous dire encore l'importance que j'accorde à votre présence ici. Votre communauté – je le sais – est bien intégrée dans le tissu singapourien. Vous représentez le meilleur de la France, une France innovante, une France entreprenante, qui sait tirer parti des opportunités de la croissance, de l'invention, de l'audace. Je veux donc saluer votre engagement, quel que soit le domaine où il se concrétise, dans celui de l'entreprise, dans celui de la culture, dans celui de l'enseignement, dans votre sphère familiale, dans toutes vos

formes d'engagements associatifs, dans les liens que vous créez ici, avec la population de Singapour.

Je tenais à partager avec vous le sens de l'effort que nous avons engagé pour redresser notre pays, c'est un choix – je vous l'ai dit – stratégique pour la France. C'est un combat. Il demande des efforts. Mais c'est nécessaire, c'est un devoir. J'assume cette responsabilité, même si parfois, on peut s'interroger : pourquoi ont-ils proposé cette mesure, pourquoi ont-ils fait tel ou tel choix ? Mais ne doutez pas un seul instant de la volonté de la réussite, non pas pour moi ni pour les membres de mon gouvernement, mais pour la France.

En ce moment, le président de la République est à Bruxelles pour le Conseil européen, les discussions se poursuivent. Les efforts qui ont été faits, le choix qui a été fait par le Parlement français de ratifier le traité européen, après les négociations qui ont eu lieu depuis l'élection présidentielle, pour réorienter l'Europe dans le sens de la croissance, stabiliser la situation de l'euro. Cela intéresse non seulement les Français et les Européens, mais ici aussi, à Singapour, on me demande : alors, où en êtes-vous en Europe ? Parce que l'Asie et l'Europe sont étroitement liées.

Le monde n'est plus séparé. C'est cela que je suis venu vous dire, la détermination, la volonté de réussite, mais aussi avec vous. Ici, en Asie, vous représentez la France, vous êtes des ambassadeurs, en quelque sorte, de France. Et pour tout ce que vous ferez encore, je tiens à vous remercier et partager avec vous cette fierté d'être Français, cette chance formidable que nous avons de vivre, en métropole ou ailleurs, avec cet attachement à l'histoire qui est la nôtre, à l'identité qui est la nôtre, de toutes ces valeurs qui rayonnent à travers le monde, qui ont une vocation universelle, et dont nous sommes porteurs, parce que nous devons aussi en être les garants. Vive la République, vive la France !